

Reinertrag von 215,2 Millionen Franken. Der budgetierte Reinertrag ist wegen der Obstgrossernte 1988 wesentlich geringer ausgefallen als in den Vorjahren. Eine Obstgrossernte hat meist zur Folge, dass mehr Mostobst in den Mostereien verarbeitet werden muss, als benötigt wird. Ausserdem ist es unumgänglich, auch grosse Mengen Tafelobst zu Apfelsaft zu verarbeiten, weil mehr Tafeläpfel geerntet werden, als auf dem Markt abgesetzt werden können.

Wenn der Jahresbedarf, der zur Getränkeherstellung benötigt wird, von der Ernte weit übertroffen wird, muss eine grosse Menge Obstsaftkonzentrat mit Preis- und Absatzgarantie der Alkoholverwaltung hergestellt werden. Der spätere Export des Obstsaftkonzentrates ist sehr kostspielig.

Auch bei den Kartoffeln verhält es sich ähnlich. Viele Schweizer Kartoffeln lassen sich weder auf dem Markt absetzen noch exportieren und müssen zu Flocken und Mehl verarbeitet werden. Dafür bezahlt die Alkoholverwaltung einen Zuschlag zum Stärkepreis.

Eine bestimmte Menge Speisekartoffeln wird mit Preis- und Absatzgarantie der Alkoholverwaltung in sogenannten Garantielagern eingelagert. Damit wird die Landesversorgung mit Speisekartoffeln bis zur Ernte 1989 sichergestellt. Wenn diese Garantielager nicht als Schweizer Kartoffeln verkauft werden können, muss die Alkoholverwaltung Deklassierungskosten bezahlen.

Die Natur beeinflusst aber auch die Einnahmenseite der Alkoholrechnung. Bei überdurchschnittlichen Obsternten wird nämlich auch mehr Brantwein hergestellt. Es resultieren somit mehr Steuern. Die Erfahrung zeigt aber, dass bei Grossernten die höheren Steuereinnahmen die ausserordentlichen Ausgaben für die brennlose Verwertung nicht zu kompensieren vermögen.

Zum Voranschlag 1989/90: Es wird davon ausgegangen, dass 1989 eine unterdurchschnittliche Kernobst- und Steinobsternte erbringt. Erwartet wird aber eine normale Kartoffelernte. Ausserdem geht man davon aus, dass die Wirtschaftslage gleich gut bleibt. Aus diesen Annahmen ersehen Sie, wie gross der Unsicherheitsgrad einer Budgetierung in diesem Bereiche sein kann.

Der budgetierte Reinertrag von 215 Millionen Franken liegt 40 Millionen unter demjenigen des abgeschlossenen Geschäftsjahres. Beim Betriebsaufwand schlagen insbesondere die Aufwendungen für den Abbau des Konzentratsvorrates aus der Grossernte 1988 mit 40 Millionen Franken zu Buche. Der Betriebsertrag weist eine sinkende Tendenz auf. Sie können dies aus der Botschaft zum Voranschlag ersehen. Vor allem der Verkauf gebrannter Wasser ist an einer Sättigungsgrenze angelangt. Weil man 1989 eine unterdurchschnittliche Obsternte erwartet, wird mit einer entsprechend geringeren Menge versteuertem inländischen Brantwein gerechnet.

Für Investitionen werden für das Rechnungsjahr 1989/90 8,2 Millionen Franken budgetiert. 6,8 Millionen Franken sind für Bauten vorgesehen. Mit dem von den eidgenössischen Räten bewilligten Erweiterungsbau und der Innensanierung des bestehenden Gebäudes der Alkoholverwaltung kann im laufenden Jahr begonnen werden. Die Baubewilligung liegt nach einigen Verzögerungen nun endlich vor. Eingesetzt als erste Tranche sind im Budget 4,3 Millionen Franken.

Ihre Kommission hat sich am 17. Mai mit dem Voranschlag befasst und empfiehlt Ihnen einstimmig Eintreten und Zustimmung. Der stellvertretende Direktor, Herr Zurbrügg, sowie die Herren Ansermet und Hermann gaben der Kommission kompetent Auskunft.

Die Einführung in die Vorlage, insbesondere auch die Erklärung der komplexen Zusammenhänge zwischen Ernte, Wirtschaftslage und Budget sowie Rechnung, erfolgte durch Herrn Zurbrügg. Ihnen und der gesamten Belegschaft der Alkoholverwaltung sei an dieser Stelle ganz herzlich für die gute Arbeit gedankt.

Ich bitte Sie um Zustimmung zum Voranschlag.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 bis 3 Titre et préambule, art. 1 à 3

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 40 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

Ad 88.052

Voranschlag der Eidgenossenschaft 1989. Nachtrag I

Budget de la Confédération 1989. Supplément I

Botschaft und Beschlussentwurf vom 3. Mai 1989
Message et projet d'arrêté du 3 mai 1989

Bezug durch die Eidgenössische Drucksachen- und Materialzentrale, Bern
S'obtiennent auprès de l'Office central des imprimés et du matériel, Berne

Beschluss des Nationalrates vom 12. Juni 1989
Décision du Conseil national du 12 juin 1989

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

M. **Ducret**, rapporteur: La Commission des finances a siégé pour prendre connaissance des demandes qui sont faites au titre de ce premier supplément 1989. M. Stich, conseiller fédéral, a assisté à notre séance.

Il faut relever tout d'abord que, tout comme en 1988, le supplément est important puisqu'il va atteindre 226 millions. Le chiffre était de 300 millions en 1988, mais de 1984 à 1987, les suppléments ne dépassaient guère 90 millions. Cette année, ceux-ci sont provoqués par des événements un peu indépendants de la volonté du Conseil fédéral: il y a tout d'abord 70 millions de francs destinés à payer des suppléments d'intérêts pour les PTT, 44,5 millions pour le Groupe d'assistance médicale en Namibie, 40 millions de francs pour les cantons pour leurs frais d'assistance pour l'asile, 20 millions de francs pour l'infrastructure des CFF, 16,4 millions de francs pour des subventions routières. Il y a eu 41 demandes, et notamment 16 qui ont été délivrées avec l'assentiment de la Délégation des finances. Aucun crédit ne corrige la réduction de 277 millions qu'avait introduite notre conseil. Par conséquent, pour le moment, le projet de budget est respecté, mises à part ces quelques différences provoquées par des événements extérieurs. Lors de l'examen de détail des crédits d'engagement, nous avons constaté qu'il y avait une somme d'environ 16 millions à débloquer: 10 millions pour des crédits d'ouvrage, 5,3 millions pour des crédits additionnels. La commission a porté son attention sur le crédit de 44 500 000 francs au titre de l'aide médicale suisse en Namibie. En effet, le coût global de cette mission qui doit se dérouler de mars 1989 à décembre 1990 est évalué à 82 millions de francs, pour cette année le Conseil fédéral demande ces 44 500 000 francs. La position budgétaire correspondante comporte en outre 1 200 000 francs relatifs à un autre objet, le maintien de la paix entre l'Irak et l'Iran. Le solde sera proposé par la voie du budget ordinaire de 1990. Il y a encore un autre élément d'une certaine importance dont

nous parlerons plus tard car il doit faire l'objet d'une proposition d'amendement de la part de Mme Jaggi, conseillère aux Etats, à savoir les 6 millions demandés pour la commémoration de l'anniversaire de la mobilisation de 1939.

En ce qui concerne les autres discussions qui ont eu lieu au sein de la Commission des finances, il y a une proposition d'un million supplémentaire et d'un relèvement des effectifs de personnel du Parlement de cinq unités. En effet, à la suite de la réorganisation des services du Parlement, vous aviez décidé, sur la base du rapport des bureaux des deux conseils, une commission administrative récemment constituée qui a adressé à la Commission des finances des propositions pour inclure un crédit d'engagement d'un million de francs pour transformer le bâtiment du Palais, créer des locaux de travail pour les parlementaires, et la réorganisation des services nécessite aussi l'engagement de cinq fonctionnaires: trois postes destinés au service des commissions, un poste d'huissier, un poste d'informaticien. Ces propositions ont été approuvées par le Conseil national, après une assez longue discussion en commission. Il y avait des oppositions à propos de ce million qui semblait arriver un peu «comme un cheveu sur la soupe». Toutefois, on a quand même décidé par 8 voix contre 4 de vous proposer d'accepter ce million supplémentaire, et par 9 voix contre 2, d'augmenter le nombre de fonctionnaires. Ce premier dépassement des dépenses 1989 a été accepté par 10 voix contre une et une abstention.

Je reviendrai sur la proposition d'amendement de Mme Jaggi au fur et à mesure du débat, si vous le permettez.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Militärdepartement – Département militaire

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Minderheit

(Jaggi, Piller)

Pos. 373.02: 12 000 000 Franken

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Minorité

(Jaggi, Piller)

Pos. 373.02: 12 000 000 francs

Mme Jaggi, porte-parole de la minorité: Avant d'en venir au développement de la proposition de minorité que je vais défendre devant vous, je voudrais faire une remarque préalable que j'aurais préféré ne pas avoir l'obligation de présenter ici.

Dans notre pays où non seulement chaque citoyen naît soldat mais où aussi chaque enfant apprend à lire et à compter, il est pour le moins surprenant que les grands stratèges qui dirigent notre armée ne sachent pas faire une addition aussi simple que $1939 + 50 = 1989$. S'ils avaient maîtrisé cette opération arithmétique, somme toute élémentaire, j'aurais pu m'épargner cette ironie facile, et eux auraient évité tout le débat suscité par ce crédit supplémentaire, dont le montant aurait peut-être passé inaperçu dans le cadre de la discussion en décembre dernier sur le budget de cette année courante qui est donc aussi celle de l'opération «Diamant»; ce matériau, soit dit en passant, symbolise plutôt les 60 ans que les 50, mais je sais que l'opération «Diamant» est ainsi dénommée d'après un poème de Gottfried Keller qui n'évoque pas grand-chose auprès des Romands peu versés dans les classiques de la littérature allemande!

Cela dit, j'en viens à la proposition de minorité tendant à doubler le montant du crédit supplémentaire demandé pour financer la part extrabudgétaire des dépenses occasionnées par la célébration de l'anniversaire de la mobilisation générale du

1er septembre 1939. Entendons-nous bien: je trouve légitime que l'on marque l'événement, comme j'espère fermement qu'on marquera les 50 ans de l'armistice le 8 mai 1995. Il est normal que ceux qui ont fait du service actif puissent se souvenir ensemble des durs moments – des moins durs aussi – passés sous l'uniforme de notre armée de milice et de défense, mais je ne trouve pas normal qu'«ils» soient seuls associés à cette célébration; car, après tout, il y a 23 000 femmes qui ont aussi fait du service actif dès 1940; et surtout, dès le premier jour de la mobilisation, toutes les femmes de Suisse ont dû contribuer, d'une manière ou d'une autre, à l'effort général fait dans le pays pour sauvegarder notre indépendance malgré la pauvreté de nos ressources en matières premières et en produits de base et malgré l'encerclement total de notre territoire dès mai 1940.

Cet effort général de quelque 600 000 femmes de la génération qui a vécu les années 39-45 suscite toutes sortes de belles paroles dans les documents officiels portant les signatures les plus autorisées du rédacteur du *Schweizer Soldat* au conseiller fédéral Villiger en passant par le colonel d'état-major Friedrich Nyffenegger, chef du projet «Diamant», et à ce titre je présume responsable de la «planification» financière dudit projet. De belles paroles sont certes toujours bonnes à dire et, pourquoi ne pas l'avouer, agréables à entendre; mais un geste concret, même modeste, a une autre valeur aussi bien symbolique que pratique.

C'est pourquoi nous proposons de consacrer 12 millions à l'opération «Diamant», soit 6 millions supplémentaires pour les femmes de ce pays nées avant 1926, qui ont connu les difficultés de l'époque du service actif, pas à toutes les femmes de ce pays ni de cette génération, mais à celles qui, aujourd'hui encore, connaissent de graves difficultés dont les origines remontent peut-être à ces mêmes années de guerre qui les ont empêchées par exemple d'acquiescer une formation complète. Je veux parler des femmes qui, aujourd'hui, n'ont pour vivre que la rente minimale AVS et les prestations complémentaires, et qui se trouvent dans une situation si précaire que toute recette imprévue, même minime, est toujours la très bienvenue. Mme Stocker avait fait une proposition analogue au Conseil national, demandant le versement d'une fraction des 6 millions supplémentaires à chacune des 36 000 femmes ayant une rente AVS minimale pour tout revenu. Cinquante-huit conseillers nationaux l'ont suivie, nonante-quatre ont rejeté sa proposition, suivant en cela le Conseil fédéral qui insistait sur les difficultés d'application de la proposition Stocker.

Avec notre proposition, prenant en compte les femmes seules touchant des prestations complémentaires, il n'y a plus de difficultés de repérage objectif des bénéficiaires des 6 millions supplémentaires. Seule reste, j'en conviens, l'inévitable injustice faite à celles qui ont à peine davantage que les ayants droit aux prestations complémentaires, mais lorsqu'on fixe une limite on discrimine toujours celles et ceux qui se trouvent juste en deçà ou juste au-delà. En l'occurrence, les personnes se trouvant dans ce cas ne doivent pas être très nombreuses si j'en juge par les statistiques, d'ailleurs peu complètes sur ce point, de l'OFAS et par les comptages que nous avons pu faire à Lausanne.

Je n'allongerai pas le développement de ma proposition. Votre opinion, positive ou négative, est sans doute déjà faite sur ce sujet. Mais à ceux d'entre nous qui ont l'intention de refuser cette proposition, je demande pourtant de réfléchir quelques secondes à l'effet produit par la commémoration d'un événement d'où plus de la moitié des acteurs de l'époque sont écartés, avec de bonnes paroles certes mais sans rien de concret, pas même une médaille et surtout pas même un geste. Je crois que nous devons faire ce geste, sans nous disperser, en faveur des plus mal loties parmi les quelque 600 000 femmes qui ont connu les années sombres du service actif.

Je vous demande d'appuyer la proposition de minorité et de joindre ainsi le geste voulu aux bonnes paroles.

M. Ducret, rapporteur: La Commission des finances s'est prononcée par 10 non et 2 oui au sujet de cette proposition. J'ai suivi les débats qui se sont déroulés au Conseil national, j'ai lu les commentaires dans la presse et j'ai été tout de même très

étonné car les discours ne tiennent aucun compte de la réalité de 1939. On oublie totalement cette période, ce qui n'est pas étonnant car il n'y a guère que ceux qui ont dépassé la soixantaine qui peuvent en avoir un souvenir assez clair, ceux de 65 ans qui ont fait la Mob. Tous les autres font des discours sur ce qu'ils croient que cela a été, ou, pire encore, sur ce qu'ils croient que cela aurait pu être et qui contestent même la volonté de défense de la Suisse et qui nous parlent de nos banques. Personnellement, je ne veux pas trop contrarier ces gens-là, ni les juger eux qui pourtant jugent les autres, mais 1939 ce n'était pas ça du tout.

Ceux qui ont vécu l'avant-guerre, la guerre et l'après-guerre doivent être étonnés des discours que l'on tient aujourd'hui, et surtout des discours déclenchés par cette commémoration: 1939, ce n'est pas un glorieux souvenir, c'est un terrible souvenir. Nous étions en danger de mort, alors, ce n'était pas les forêts, c'était nous tous qui ressentions ce danger de mort, les enfants autant que les parents! J'ai vécu septembre 1939 à l'Exposition nationale de Zurich, et je me souviens encore des larmes de ma grand-mère qui avait connu les années 14-18 et qui se représentait déjà les horreurs d'une guerre dont personne ne savait très bien comment elle allait tourner. Elle a été encore plus épouvantable et a demandé plus de sacrifices encore que celle que les plus anciens avaient connue.

1939 c'était la suite des années 30: 1930, c'était le chômage, le krach boursier, les usines qui fermaient, et les luttes épouvantables entre fascistes et communistes. Les premiers ont presque totalement disparu dans la tourmente de la guerre, les seconds sont en voie de transformation, à mon plus grand plaisir mais aussi à mon grand étonnement, et au vôtre aussi et je vois que, comme moi, vous êtes peut-être encore sceptique, Monsieur le Conseiller fédéral, sur ce qui va se passer. Mais les partis traditionnels de ce pays, représentés encore ici ce soir, ont fait preuve d'un courage exceptionnel. Ils ont fait un choix extraordinaire, à l'époque! 1939, date charnière, parce que nos prédécesseurs, le gouvernement fédéral, les Chambres, ont choisi la résistance armée et la neutralité. Cinquante ans après, c'est bien facile de juger et de critiquer, mais sur le moment, après que l'Autriche eut disparu dans ce grand Reich allemand, après que la Pologne eut été liquidée en quelques jours, puis la Belgique, la Hollande, la France, qui so-disant allait nous protéger. Il a fallu un courage immense aux hommes politiques de l'époque, à nos groupes parlementaires d'alors, socialiste, conservateur, indépendant, agrarien et radical, eux qui en 1939 ont pris une décision aussi courageuse et qui ont fait de ce pays ce qu'il est maintenant, après avoir traversé une guerre épouvantable dans des conditions que tous les pays d'Europe nous ont enviées.

Nous sommes le 19 juin. Il y a eu 49 ans hier que de Gaulle, un général français peu connu, à deux étoiles, grade équivalent à celui de colonel brigadier de l'armée suisse, lançait à Londres son appel à la résistance et les gens pensaient qu'il était bien fou – je le dis avec respect – et bien ambitieux de penser qu'on allait battre les Allemands. Ils étaient deux, de Gaulle et Churchill, et personne d'autre, et, au milieu, il y avait une petite Suisse avec des hommes comme Guisan, ce grand Vaudois, qui ont réussi à maintenir l'opinion qu'il fallait se défendre. Madame, c'étaient les soldats! C'est vrai qu'ils avaient des femmes et des enfants, qui étaient fiers d'eux, mais c'était l'armée suisse, cette armée de milice, composée de gens de toutes les catégories.

Hier j'étais au vallon de Nant, dans le canton de Vaud. C'est un pâturage, situé à 1580 mètres d'altitude. Devant le chalet de Nant, qui n'abrite plus de bétail car c'est une zone protégée, il y avait un vieil homme que j'avais déjà vu. Il était monté jusque là avec deux bâtons de ski, car il boitait, depuis les Plans-sur-Bex, soit deux heures et demie de marche. Je dis un vieil homme, je veux dire respectable par son âge, il devait avoir septante ans. Il m'a reconnu et m'a fait le plaisir de m'appeler et de me dire qu'il aimait mes discours – il est peut-être seul à les aimer vraiment, quand je lis la presse, je me dis qu'ils pensent moins de bien de moi que je n'en pense moi-même, ce qui est assez logique, il faut bien l'avouer. Ce vieil homme m'a dit: «A la commémoration de 1939, j'irai!» C'était un employé des PTT qui se rappelait aussi les premiers temps de la Mob, il

ne touchait pas grand-chose, son frère non plus, et pourtant ils étaient tous deux les soutiens de leur mère qui vivait difficilement.

Alors, lorsqu'on veut commémorer quelque chose, il faut choisir quelqu'un. Après 14-18, les Français ont choisi un soldat inconnu, je vous le concède, mais sans aller jusque là et comme heureusement nous avons eu peu de morts et en tout cas pas au cours de batailles. Mais il faut choisir. Nos mères, nos femmes, nos soeurs, nos filles, pour les plus anciens, c'est vrai qu'il faut les honorer et je suis un de ceux qui prétend que nous ne le faisons pas assez, mais à cette occasion, je crois vraiment que la mobilisation de 39 c'est notre armée de l'époque qu'il faut honorer et c'est pourquoi, avec la majorité de la commission, je vous recommande d'en rester à ces 6 millions, d'organiser des rencontres pour ces soldats, et si nos femmes sont dans le besoin, montrons notre générosité à une autre occasion, révisons nos lois d'allocation aux personnes âgées, revoyons encore une fois dans une révision plus généreuse peut-être notre AVS, mais cette commémoration d'un moment terrible pour tous ces peuples qui nous entourent et pour le nôtre, je crois qu'il faut la laisser à nos soldats.

Piller: Ich bin 1942 geboren und vermag mich nicht an das Kriegsende zu erinnern, habe aber mit meinen Eltern über dieses Geschehen gesprochen, lange diskutiert. Nach alledem bin ich der vollen Ueberzeugung, dass der Antrag von Frau Jaggi, den ich auch mitunterzeichnet habe, einen Akt der Gerechtigkeit darstellt.

Mein Vater ist 1939 als 26jähriger eingerückt. Er hatte zwei Kinder. Meine Mutter erhielt pro Tag für die dreiköpfige Familie Fr. 2.70. Mein Vater hat als einfacher Soldat bis 1945 nicht ganz 1000 Dienstage geleistet. Er war Landwirtschaftsarbeiter. 1945 war die Familie zu einer achtköpfigen Familie mit sechs Kindern angewachsen. Die Lohnausfallentschädigung ist leicht angehoben worden, aber sie blieb weit unter dem Existenzminimum.

Ich habe stellvertretend von meiner Mutter gesprochen, weil ich diesen Fall sehr gut kenne. Es gibt aber sehr, sehr viele Familien, die damals in der gleichen Situation waren. Diese Mütter haben mindestens ebenso viel geleistet wie die Soldaten, die zum Teil an der Grenze standen oder später im Reduit. Ein Teil dieser Frauen fällt heute unter die Kategorie der Neuen Armut in der Schweiz. Es sind die Frauen – Frau Jaggi hat darauf hingewiesen –, die in dieser schwierigen Zeit keine Berufslehre machen konnten, keine Berufsausbildung erhielten. Sie haben sich ganz der Aufgabe der Erziehung ihrer Kinder gewidmet. Diese Frauen sind heute wiederum die Leidtragenden.

Ich bin der Meinung, es müsste doch möglich sein, noch einmal 6 Millionen Franken zu sprechen. Knapp ein Franken pro Einwohner ist ja eine lächerlich kleine Summe, und man kann jetzt nicht argumentieren, wir ändern später die AHV-Gesetzgebung. Wir wissen, wie lange so etwas bei uns dauert: vermutlich bis alle diese Frauen keine AHV mehr beziehen.

Ich bin erstaunt, dass heute gesagt worden ist, die 6 Millionen Franken könnten aus administrativen Gründen nicht gesprochen werden. Wenn wir etwas beschliessen – wir sind doch ein Parlament, das politische Beschlüsse fasst –, hat die Administration unsere Beschlüsse durchzuführen, auch wenn das gewisse Probleme schafft. Wenn wir etwas wollen, können wir es auch durchsetzen. Wir wollen, dass die Soldaten mit 6 Millionen Franken ihre Gedenkanklässe durchführen können. Das wollen wir, und ich bin voll dafür, sage ja. Ich bin aber auch der Meinung, dass wir heute ja sagen sollten zu diesen 6 Millionen Franken zugunsten der Frauen, die meines Erachtens ebensoviel geleistet haben, Herr Kollege Ducret. Es dürfen nicht einzig und allein Gedenkanklässe der Armee, der Soldaten, werden, es muss ein Gedenkanklass des Volkes sein, das sich damals derart für unser Land eingesetzt hat. Ich glaube, diese 6 Millionen Franken, ein so kleiner Betrag, sollten überhaupt kein Problem bieten, ganz spontan zugunsten dieser Frauen ja zu sagen.

Bundesrat Stich: Wir haben bereits im Nationalrat eine ziemlich ausgiebige Debatte über diesen Nachtragskredit geführt. Zu sagen ist, dass es zweifellos einen Fehler darstellt, wenn

ein Kreditbegehren für einen solchen Anlass in der Form eines Nachtragskreditbegehrens gestellt wird, denn es war vorauszusehen, dass die Gedenktage «50 Jahre Mobilmachung» in diesem Jahr stattfinden. Das wusste man schon letztes Jahr. Das ist vergessen worden. Man hat auch vergessen, an die Frauen zu denken, mein lieber Herr Kommissionspräsident. Das muss man doch auch festhalten. Wir beide sind ja genau gleich alt und haben diese Zeit beide aus der gleichen Sicht erlebt. Wir wissen, dass die Armee die Schweiz selbstverständlich vor dem Schlimmsten bewahrt hat; sie hat die Unabhängigkeit geschützt. Das ist richtig. Auf der anderen Seite kann eine Armee immer nur so gut sein wie das Volk, das sie hervorbringt. Und wenn man an den letzten vergangenen Krieg denkt, an den Plan Wahlen, wenn man sich daran erinnert, welche Anforderungen an die Leute gestellt wurden, die nicht Militärdienst geleistet haben – die Frauen, auch die Jugend, haben viel arbeiten müssen –, dann glaube ich, hat man bei diesen Gedenktagen trotz allem die Frauen vergessen. Aber ich glaube nicht, dass der Antrag von Frau Jaggi zweckdienlich ist. Ich sage nicht, Herr Piller, das sei administrativ nicht möglich. Da teile ich Ihre Auffassung: Wenn der Gesetzgeber so etwas will, kann er es tun. Das ist selbstverständlich. Aber auf der anderen Seite würde ein solcher Beschluss nicht nur Gutes tun, sondern er würde natürlich auch wieder gewisse Ungerechtigkeiten schaffen. Die Männer, die Dienst geleistet haben, werden eingeladen, werden einen Ehrensold in Form einer Gedenkmünze erhalten, aber es ist nicht auszuschliessen, dass es eben auch aus dieser Zeit Männer gibt, die ebenfalls mit der Minimalrente bzw. mit einer Ergänzungsleistung leben müssen. Ich weiss nicht, wieviele Bezügerinnen und Bezüger von Ergänzungsleistungen es in diesem Alter gibt. Insgesamt gibt es 36 000 Frauen, die eine einfache Altersrente beziehen. Rund 15 000 Frauen sind mit einem noch nicht pensionierten Partner verheiratet. Ich gehe davon aus, dass diese Frauen diese einmalige Unterstützung nicht erhalten sollen, und dass mit der Minimalrente heute in allen Landesgegenden auch eine Ergänzungsleistung fällig wird. Wenn man die 6 Millionen Franken durch 21 000 dividiert, ergibt das einen Betrag von rund 300 Franken; das würde heissen, dass diese Frauen materiell etwas mehr bekämen als die Männer. Hier sehe ich eine gewisse Unstimmigkeit, um es einmal so zu sagen.

Eine andere Frage ist: Wie könnte man den Frauen trotzdem noch etwas Gerechtigkeit widerfahren lassen? Im Nationalrat ist die Idee aufgetaucht, man könnte eine Gedenkmünze, beispielsweise für Gertrud Kurz, prägen lassen. Da wäre das nächste Jahr an und für sich ein geeignetes Jahr, obwohl wir bereits eine Gedenkmünze in Auftrag gegeben haben, denn ins nächste Jahre fällt immerhin die Feier des hundertsten Geburtstages von Frau Kurz. Aber das steht heute nicht zur Diskussion.

Ich würde Ihnen also empfehlen, den Antrag von Frau Jaggi, so gut er gemeint ist, abzulehnen, denn er würde neue Unstimmigkeiten schaffen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	35 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	8 Stimmen

Bundesbeschluss – Arrêté fédéral

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Schönenberger: In der Finanzpolitik spricht man gern und oft von straffer Ausgabendisziplin. Diese straffe Ausgabendisziplin fordern wir insbesondere vom Bundesrat, an sich zu Recht. Dies würde meines Erachtens allerdings voraussetzen, dass man die gleichen Massstäbe anlegen würde, wenn es um Kredite geht, die das Parlament für sich selbst anfordert. Nun, Sie haben der Fahne entnehmen können, dass der Nationalrat bei den neuen Objektkrediten eine zusätzliche Million gesprochen hat und dass er zudem bei Artikel 2a – ich behandle dies im gleichen Votum – noch fünf zusätzliche Etatstellen bewilligt hat, nachdem bereits zu Beginn dieses Jahres fünf neue Etatstellen bewilligt worden sind.

Wenn man bei den normalen Krediten schon eine straffe Ausgabendisziplin verlangt, müsste man dies noch viel mehr bei den Nachtragskrediten tun. Ich habe bereits darauf hingewiesen, dass wir diese Ausgabendisziplin oft auch bei den gewöhnlichen Budget-Krediten vernachlässigen. Ich verweise auf die Liste, die die Finanzdelegation ihrem Bericht beigefügt hat, auf jene Liste, die darauf aufmerksam macht, wie oft das Parlament über die an sich schon grosszügigen Anträge des Bundesrates hinausgegangen ist. Und jetzt kommen wir mit einem Nachtragskredit in eigener Angelegenheit. Meines Erachtens fehlt auch hier wiederum die geforderte Disziplin. Ich habe den allgemeinen Erläuterungen zum Finanzhaushalt des Bundes folgenden Passus entnommen: «Nachtragskredite sind unverzüglich anzufordern, wenn eine Ausgabe im Voranschlagsjahr unvermeidlich ist und kein ausreichender Voranschlagskredit zur Verfügung steht. Im Begehren sind der Kreditbedarf eingehend zu begründen und die wichtigsten Berechnungsgrundlagen (Preis, Menge, Währungsfluss usw.) darzulegen. Es ist nachzuweisen, warum die Ausgabe nicht rechtzeitig vorausgesehen werden konnte, die Verzögerung der Zahlung zu erheblichen Nachteilen führen würde und warum nicht bis zum nächsten Voranschlag oder Nachtrag zugewartet werden kann.»

Diese Voraussetzungen sind in unserem Falle nicht erfüllt. Wir stehen heute ungefähr drei Monate vor den Budgetberatungen 1990. Ich bin der Auffassung, dass dieser Kredit ohne weiteres ins neue Budget aufgenommen werden könnte. Ich weiss, man begründet dieses Vorgehen mit den Vorschlägen des Herrn Karasek, eines Experten, und ich weiss auch, wie weit die Expertengläubigkeit in unseren Kreisen gediehen ist. Ich habe bereits mehrfach darauf aufmerksam gemacht, und ich halte an meiner Auffassung fest. Man hätte mit diesen Krediten ohne weiteres warten können, selbst wenn inzwischen ein paar Monate verstrichen wären. Bei einem Parlament, das auf bald 150 Jahre zurückblicken kann, spielen zwei, drei Monate überhaupt keine Rolle.

Ich vermisse nämlich ein Gesamtkonzept. Ich möchte wissen, was mit den Diensten geschieht, die jetzt ausquartiert werden. Wo werden sie untergebracht? Was geschieht mit den Arbeitsräumen für das Parlament? Was geschieht mit den Arbeitsräumen für die Journalisten? Was geschieht mit dem Raum, der für allfällig zusätzlich auszuquartierende Verwaltungsabteilungen benötigt wird?

Wir haben in der Finanzdelegation und in der Finanzkommission über diese Fragen diskutiert, ohne dass eine klare Antwort erhältlich gewesen wäre. Ich erachte die uns vorgelegten Unterlagen als dürftig, und ich meine, hier müsste unbedingt ein Gesamtkonzept vorgelegt werden, damit auch der ganz «normale» Parlamentarier einmal über den Berg hinaussehen und sich ein Bild davon machen könnte, was beabsichtigt ist. Es geht mir nicht im geringsten darum, die Arbeit der Verwaltungskommission oder ihres Delegierten, meines Freundes Max Affolter, der sich vermutlich noch äussern wird, irgendwie herabzumindern. Aber wir müssen einfach so weit kommen, dass wir in eigenen Angelegenheiten dieselben Massstäbe anlegen, mit denen wir – zu Recht – die Arbeit des Bundesrates messen.

In diesem Sinn verzichte ich für heute auf einen Gegenantrag. Mein Antrag ist bereits in der Finanzkommission unterlegen, Sie haben es vom Präsidenten der Finanzkommission gehört. Ich bin unterlegen, und ich pflege nicht, im Plenum nochmals einen Antrag zu stellen, wenn ich seine Aussichtslosigkeit einsehe. Aber grundsätzlich muss das Problem überdacht und überlegt werden, und ich möchte die Verwaltungskommission und deren Delegierten sehr ersuchen, in den kommenden Beratungen diesem Gedanken Nachachtung zu verschaffen, damit wir wirklich guten Gewissens zustimmen können. Ich stelle nochmals fest: Wenn der Bundesrat die gleichen Begehren gestellt hätte – eine Million mehr und fünf Stellen mehr im Nachtragskredit –, hätten wir mit vollem Recht nein gesagt. Also müssten wir heute auch nein sagen. Da Sie aber nicht gewillt sind, dies zu tun, möchte ich die Verwaltungskommission bitten, die entsprechenden Vorarbeiten so vorzunehmen, dass ich nicht ein weiteres Mal zu dieser Sache sprechen muss. Das nächste Mal würden natürlich meine Ausführungen in einem klaren Antrag gipfeln.

Affolter: Ich achte das Finanzgewissen meines Kollegen Schönenberger und auch seine Mahnungen zur Selbstdisziplin, was die parlamentarischen Angelegenheiten – also unsere eigenen Angelegenheiten – betrifft. Aber hier kann ich Herrn Schönenberger beruhigen. Ich spreche jetzt im Namen der Verwaltungskommission und als Delegierter dieser Kommission, die Sie letztes Jahr selbst mit dem Beschluss über die Reorganisation der Parlamentsdienste eingesetzt haben. Wir geben uns in dieser Kommission gegenwärtig eine enorme Mühe, dem Auftrag nachzukommen, dem die eidgenössischen Räte letztes Jahr zugestimmt haben: nämlich einerseits für die Parlamentarier mehr Arbeitsplätze, moderne Arbeits- und Kommunikationsmittel und auch ein Dienstleistungszentrum zu schaffen, andererseits unsere Parlamentsdienste – alle die Mitarbeiter, die für Sie rund um die Uhr tätig sind – in den Stand zu versetzen, ihre Dienstleistungen möglichst gut erbringen zu können.

Wenn wir heute über diesen Nachtragskredit befinden, dann bedürfen diese Bemühungen einer finanziellen Vorstufe. Diese Vorstufe, bezogen auf das Raum- und Nutzungskonzept des Parlamentsgebäudes, betrifft vorwiegend die Katakomben dieses Hauses. Wir möchten gerne bauliche Sofortmassnahmen vornehmen. Unsere Anstrengungen hinsichtlich einer Verbesserung der Dienstleistungen für uns Parlamentarier würden um ein Jahr zurückgeworfen, wenn diese technischen Vorarbeiten nicht an die Hand genommen werden könnten. Damit – glaube ich – erfüllen wir ein Anliegen, das eigentlich auch das Ihre sein sollte.

Mit dem Raum- und Nutzungskonzept, der räumlichen Ausgestaltung der Arbeitsmöglichkeiten für die Benutzer dieses Gebäudes – es heisst Parlamentsgebäude und ist somit das Gebäude für die Parlamentarier – hat dies nichts zu tun. Dafür wird nach Eingang der Stellungnahmen aller Benutzer dieses Hauses (Journalisten, Mitarbeiter von Radio und Fernsehen, Fraktionssekretariate, Parlamentsdienste, Finanzverwaltung) ein Raum- und Benutzungskonzept geschaffen, das, wenn möglich, allen berechtigten Bedürfnissen entspricht. Ich glaube, Alarmstimmung auch seitens der Journalisten ist in keiner Art und Weise am Platz. Wir haben volle Kooperationsbereitschaft zugestanden, da wir auch wissen, was uns die Medienleute in diesem Hause wert sind. Wir werden uns bemühen, diese Bedürfnisse mit den Anliegen der Parlamentarier in Einklang zu bringen. Wir wollen ein konsensfähiges Raumkonzept.

Jetzt zu den Stellenbegehren: Ich muss Ihnen sagen, dass unsere Parlamentsdienste seit einem Jahr sämtliche zusätzlichen Stellengesuche und auch Beförderungswünsche zurückgestellt haben oder zurückstellen mussten. Wir haben einen Nachholbedarf an Mitarbeitern zu berücksichtigen, und es wäre ungerecht, diese Mitarbeiter, die hilfsbereit sind, noch einmal zu verströmen für ein weiteres halbes Jahr oder dreiviertel Jahre. Wir haben im schweizerischen Parlament die billigste Infrastruktur aller Parlamente Europas. In vergleichbaren Parlamenten anderer Länder arbeiten doppelt bis zehnmal so viele Leute, wie hier in Bern für unser Parlament tätig sind.

Wenn wir zu den paar Dutzend Mitarbeitern fünf Stellen mehr bewilligen, sprengen wir noch nicht den Rahmen, der den bescheidenen Bedürfnissen unseres schweizerischen Milizparlaments angemessen erscheint. Deshalb möchte ich Sie bitten, den Anträgen der Verwaltungskommission zu folgen. Ich kann Herrn Schönenberger versichern, dass wir seine Mahnung nicht ungehört verhallen lassen werden. Ich möchte aber ihn und auch die Mehrheit des Rates bitten, unseren Bemühungen um die Verbesserung der eigenen Infrastruktur gerecht zu werden.

Angenommen – Adopté

Art. 2a, 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes

33 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

89.386

Interpellation Onken

Verrechnungssteuer und Fluchtgeld

Impôt anticipé et fuite de capitaux

Wortlaut der Interpellation vom 14. März 1989

Das Phänomen der Kapitalflucht ist zu einem wichtigen Thema in der Debatte über die Drittwelt-Verschuldung geworden. Dabei wird immer wieder darauf hingewiesen, dass auch in den Zuflussländern wirkungsvolle Möglichkeiten bestehen, um Fluchtgelder aus Entwicklungsländern abzuwehren. Das renommierte Washingtoner «Institute for International Economics» hat beispielsweise die Forderung aufgestellt, auf den Erträgen solcher ausländischer Anlagen OECD-weit eine einheitliche, substantielle Verrechnungssteuer zu erheben und gleichzeitig die Doppelbesteuerungsabkommen auszubauen. Dabei ist auch der Vorschlag eingebracht worden, die nicht zurückgeforderten Verrechnungssteuern auf Anlagen von Ausländern aus Entwicklungsländern zweckbestimmt für Entschuldungsmassnahmen zu verwenden.

In diesem Zusammenhang bitte ich den Bundesrat um die Beantwortung folgender Fragen:

1. Die Eingänge der Verrechnungssteuer werden heute nur gesamthaft ausgewiesen. Wie hoch setzt der Bundesrat die Erträge auf Anlagen von Ausländern aus Entwicklungsländern (und im besonderen aus den 62 ärmeren Entwicklungsländern) an?

2. Wie stellt sich der Bundesrat zum Vorschlag, die Eingänge der Verrechnungssteuer auf solchen Anlagen länderweise nach dem Herkunftsland des Anlegers zu erfassen? Aufgrund der Sorgfaltspflicht der Banken, welche die Identifizierung des wirtschaftlich Berechtigten vorschreibt, müsste eine solche länderweise Erfassung eigentlich mühelos durchführbar sein.

3. Welche Summen wurden in den letzten Jahren an ausländische Antragsteller in den Entwicklungsländern im allgemeinen und den ärmeren Entwicklungsländern im besonderen gemäss Doppelbesteuerungsabkommen zurückerstattet?

Voranschlag der Eidgenossenschaft 1989. Nachtrag I

Budget de la Confédération 1989. Supplément I

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1989
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.052
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.09.1989 - 18:15
Date	
Data	
Seite	321-325
Page	
Pagina	
Ref. No	20 017 657

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.